

*Déclarations de ministres*

Je propose au ministre que, en plus de la consultation auprès des fonctionnaires provinciaux et territoriaux qui pourrait éventuellement mener à une conférence fédérale-provinciale-territoriale sur les questions intéressant les handicapés, il fasse travailler activement les handicapés à la planification de la conférence. Qu'il veuille à ce que ce soit le secrétariat, s'il représente bien les handicapés mêmes comme je le demande, qui entreprenne la planification et qui aille rencontrer à travers le pays les représentants des gouvernements provinciaux et territoriaux. Les difficultés qu'ont les handicapés à voyager vont surgir au cours de ces déplacements et faire partie des questions qui seront prises en considération à la conférence même. Je demande instamment qu'on fasse participer les handicapés.

Je voudrais parler en général du plan d'application des remarquables recommandations soumises dans le rapport «Obstacles». Ce rapport a reçu au cours des années un appui énorme. Mon collègue le député de Beaches (M. Young), qui a tant travaillé au cours des délibérations au nom des handicapés, voudrait que je demande que le plan d'application soit étudié par les handicapés. Que ces derniers décident eux-mêmes du rythme et des modes d'application. Qu'ils fassent eux-mêmes les recommandations parce que, effectivement, les aspects complexes de la question sont beaucoup plus difficiles à comprendre pour quelqu'un qui a l'usage de tous ses membres que pour quelqu'un d'autre qui se heurte à ces difficultés tous les jours de sa vie.

Ce ne sont, en aucune façon, des critiques à l'endroit du rapport du ministre. Je veux simplement mettre l'accent sur une chose un peu différente, afin de donner beaucoup plus de sens à ce que nous nous apprêtons à faire. Comme simple preuve de la bonne volonté du gouvernement, je voudrais demander au ministre s'il est disposé à faire ce que j'ai déjà fait à la Chambre des communes, à savoir obtenir du premier ministre (M. Mulroney) et du ministre des Finances (M. Wilson) une petite modification à la législation fiscale, destinée à éliminer la taxe de vente sur les pièces de rechange pour fauteuils roulants. Ce n'est pas une modification très importante, elle n'est pas coûteuse non plus. Cependant, nous pourrions prendre cette mesure dès maintenant, afin de montrer que nous sommes sérieux. Ce serait le signe non seulement que nous tentons de trouver de nouvelles façons, mais également que nous allons résoudre l'un des vieux problèmes qui se pose du même coup. Je demande au ministre de bien vouloir le faire.

Je félicite le ministre d'avoir débloqué de nouveaux fonds pour le programme. Je crois qu'il est juste de dire que malgré l'importance de la somme, ce sera insuffisant. Ce n'est jamais assez, mais il s'agit quand même d'une augmentation marquée par rapport à ce que le gouvernement précédent et même le gouvernement actuel ont toujours accordé au fil des ans. Je suis persuadé que grâce à cet argent, les groupes d'handicapés eux-mêmes seront en mesure de chercher des solutions et des façons de bien faire connaître leurs besoins.

Au nom de mes collègues, je tiens à dire que nous accueillons avec plaisir ce rapport et demandons que mes suggestions fassent l'objet d'un examen attentif et soient mises en œuvre si possible. Lorsque c'est impossible, nous prions le ministre de bien vouloir nous en faire part, afin que nous puissions comprendre pourquoi. Nous souhaitons en outre que cette simple

initiative par le biais du régime fiscal soit prise le plus rapidement possible, afin que les gens puissent se rendre compte que le gouvernement ne se contente pas de belles paroles. Le ministre pourra compter sur notre collaboration pour s'assurer que nous obtenons bien le genre de programme nécessaire.

**Des voix: Bravo!**

\* \* \*

**PÉTITIONS****L'ASSURANCE-CHÔMAGE—LA DÉDUCTION DES REVENUS DE PENSION**

**M. John R. Rodriguez (Nickel Belt):** Monsieur le Président, j'ai le devoir et l'honneur de présenter quatre pétitions: une de Halifax, en Nouvelle-Écosse; une autre de la section n° 1 du Syndicat international des briqueteurs, maçons et poseurs de terrazzo de la Colombie-Britannique; une autre de Toronto; et enfin un autre de la région de Brantford. Tous ces pétitionnaires demandent au gouvernement d'annuler sa décision entrant en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1986 et en vertu de laquelle les revenus de pension seront considérés comme un revenu provenant d'un emploi aux fins de l'assurance-chômage.

**ON S'OPPOSE AU PROJET DE LOI C-70**

**M. Barry Turner (Ottawa-Carleton):** Monsieur le Président, j'ai l'honneur et le devoir à titre de parlementaire de présenter une pétition signée par 10 personnes de la région de la Capitale nationale qui réclament que le gouvernement retire le projet de loi C-70 de son programme législatif.

[Français]

**ON DEMANDE AU GOUVERNEMENT DE NE SACRIFIER AUCUN PROGRAMME AGRICOLE DANS LES NÉGOCIATIONS SUR LE LIBRE-ÉCHANGE AVEC LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE**

**M. Don Boudria (Glengarry-Prescott-Russell):** Monsieur le Président, j'ai l'honneur et le privilège de présenter une pétition à la Chambre provenant de 250 agriculteurs de la circonscription électorale de Glengarry-Prescott-Russell, demandant au premier ministre du Canada de donner son assurance personnelle qu'aucun programme agricole ne sera sacrifié dans les négociations sur le libre-échange avec les États-Unis.

[Traduction]

**LA PLEINE INDEXATION DES ALLOCATIONS FAMILIALES**

**Mme Margaret Mitchell (Vancouver-Est):** Monsieur le Président, j'ai encore une fois l'honneur de présenter trois pétitions dont les signataires déplorent la désindexation des allocations familiales. La première provient du Manitoba, la province du ministre, et réunit les signatures d'un certain nombre de personnes appartenant à des clubs de femmes d'affaires et membres de professions libérales et à l'Association de l'Ambulance Saint-Jean. Ces pétitionnaires implorent la Chambre des communes de rétablir la pleine indexation du régime universel d'allocations familiales car la désindexation aura des répercussions très négatives sur les femmes et les familles. J'ai également une pétition provenant de Burnaby, Surrey et Richmond, en Colombie-Britannique, dont les signataires demandent la réindexation des allocations familiales, et une autre pétition de Vancouver-Est.